

# Syndicalisme : institution ou mouvement ? - Retour sur une longue histoire

jeudi 5 avril 2018, par [BOUDREAU Philippe](#), [CHAREST René](#), [FORCIER Hubert](#), [THEURILLAT-CLOUTIER Fanny](#) (Date de rédaction antérieure : 27 mars 2018).

**De tous les mouvements sociaux des temps modernes, le syndicalisme est celui qui a favorisé l'organisation du plus grand nombre de personnes et, ne serait-ce que pour cette raison, il figure parmi les mouvements sociaux les plus puissants de notre époque. Pourtant, aucun dossier des *Nouveaux Cahiers du socialisme* (NCS) ne lui avait encore été consacré, bien que le syndicalisme et les luttes ouvrières - d'ici et d'ailleurs - aient fait l'objet de plusieurs textes dans nos pages, à chaque numéro ou presque.**

Sommaire

- [Déploiement politique](#)
- [Institutions versus mouvements](#)
- [Contenu du dossier](#)
- [En conclusion](#)

## Plus de deux siècles d'histoire

Durant le premier quart du XIX<sup>e</sup> siècle, au grand dam des riches et des puissants, le mouvement ouvrier émerge en Grande-Bretagne, en France et aux États-Unis, à travers des grèves en cascades et la création des premiers syndicats. La répression, quoique féroce, ne peut venir à bout de ce mouvement naissant, dans des pays marqués par l'essor industriel, l'urbanisation et des avancées politiques significatives. Dès ses balbutiements, le mouvement syndical doit composer avec certaines tensions, notamment entre les ouvriers qualifiés et les non qualifiés ou encore entre sa frange plus combative et une autre plus corporatiste. Cela ne l'empêche toutefois pas de remporter des victoires décisives au terme de plusieurs luttes courageuses menées dans de multiples milieux du monde du travail qui consolident son essor et favorisent son expansion.

Tisserands, ouvrières d'allumettières, charpentiers, fileurs et bobineuses de coton, ouvriers du bâtiment ou des chantiers navals, tailleurs, mineurs des houillères et tant d'autres s'impliquent dans des combats vigoureux pour améliorer leurs salaires, réduire le nombre d'heures de la journée de travail et diminuer la cadence. Parfois, au risque de leur vie, ils arrêtent la production et écrivent dans leurs actions l'histoire du mouvement ouvrier : à Manchester, Liverpool, Lancaster, Lyon, Paris, Rouen, Clermont-Ferrand, Boston, Philadelphie, New York, Pawtucket, Dover...

La révolution industrielle, implacable, étale sans gêne son visage hideux : l'exploitation des enfants, les salaires considérablement moindres pour les femmes que pour les hommes, les conditions de vie et de travail insalubres sont la triste norme. Peu à peu vont surgir des projets visant le remplacement du capitalisme inhumain par une société plus juste, fondée sur l'épanouissement des individus, leur coopération, leur bien-être et leur liberté.

Dès les années 1820, les expériences d'Owen, de St-Simon et de Fourier notamment [1], ainsi que les idées sur lesquelles elles se fondent, jouissent d'une notoriété incontestée. La pensée féministe se développe elle aussi durant cette période, de même que les organisations reposant sur l'engagement sociopolitique des femmes. Un premier syndicat regroupant des ouvrières est créé aux États-Unis, la United Tailoresses Society, qui déclenche la première grève de femmes dans ce pays en 1825.

Les spécialistes des sciences humaines et plusieurs intellectuels-les se sont penchés sur l'émergence au XIX<sup>e</sup> siècle de cette nouvelle classe de travailleurs et de travailleuses, formant ce qu'on appelle le prolétariat, et ont voulu reconstituer les circonstances de cette apparition - sujet qui fait d'ailleurs toujours l'objet de débats entre les chercheurs et les chercheuses. Une interprétation courante veut que cette classe soit le fruit d'un processus de construction active de la part des salariés-e-s, qui progressivement cherchent à s'organiser, prenant conscience qu'ensemble ils et elles forment une seule et même classe.

Cette classe ouvrière n'est pas un produit mécanique de la structure économique propre à la révolution industrielle ; elle n'existe pas spontanément du seul fait des rapports sociaux capitalistes, qui induisent la création de regroupements, de catégories - liées aux métiers par exemple - recouvrant des conditions d'existence bien réelles. La classe ouvrière apparaît plutôt comme le résultat d'une longue (et souvent contradictoire) série de choix des salariés-e-s, choix qui participent d'un travail identitaire, accompli à l'échelle de très vastes groupes d'êtres humains.

Plusieurs auteur-e-s en sciences sociales reconnaissent par exemple le rôle joué dans la formation de la classe ouvrière par les ouvriers qualifiés, qui mettent sur pied les syndicats les plus robustes et les plus combatifs, créant ainsi non seulement un modèle de regroupement et de défense collective des droits dans la sphère économique, mais surtout une base matérielle à partir de laquelle effectuer des percées beaucoup plus larges, autant en termes organisationnels que politiques.

Dans ce processus de formation de la classe ouvrière, aussi bien en Europe de l'Ouest qu'en Amérique du Nord, bien que des manifestations de repli sur des intérêts particuliers existent dès les débuts du syndicalisme, les ouvriers qualifiés ont largement tendance à promouvoir l'organisation des secteurs salariés dans une force très large et, ultimement, très puissante : le syndicalisme de masse.

La classe sociale est pour ainsi dire d'abord un horizon. Cet horizon très ambitieux, qui implique un profond changement social, exige de longues décennies de lutte pour pouvoir être atteint. Durant cette longue marche, les secteurs ouvriers lient, dans leurs combats, des demandes à caractère économique à des ambitions de nature politique. L'éventail de leurs aspirations est donc très large et fait constamment l'objet de débats. Dans ce cadre, l'initiative des acteurs est déterminante : la construction active de la classe ouvrière procède d'un travail patient, presque quotidien, supposant réflexion, sens tactique, déploiement d'un registre discursif et aptitude à la mobilisation.

Plusieurs études sur le syndicalisme du XIX<sup>e</sup> siècle soulignent l'importance, voire l'intelligence, des choix tactiques et identitaires faits par les ouvriers à cette époque. À travers leurs revendications, leurs slogans et les symboles qu'ils mobilisent, ceux-ci intériorisent l'idée que la masse des salarié-e-s, par-delà les clivages locaux ou régionaux, par-delà le secteur industriel ou économique, partage pour une large part les mêmes intérêts dans sa résistance au capitalisme, à tout le moins suffisamment pour constituer peu à peu une classe.

L'imaginaire politique et les références culturelles contribuent de manière significative à ce processus. Dans le cadre de leurs grèves, de leurs assemblées publiques et de leurs efforts pour faire partager leurs revendications, les salarié-e-s puisent tantôt à l'imaginaire révolutionnaire

(français ou américain), tantôt au radicalisme anglais, tantôt encore au registre moral chrétien ; ils choisissent puis combinent ces éléments dans l'espoir de convaincre d'autres secteurs, de conquérir les esprits, puis de gagner leurs luttes.

## **Déploiement politique**

La classe ouvrière, à la fois sujet et force politique, est enfin reconnue comme une réalité sociale incontestable vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Au cœur de ses mobilisations, l'on retrouve une prétention à vouloir changer profondément la société, ce qui implique de prendre le pouvoir. Partout en Occident la lutte pour le suffrage universel devient prioritaire aux yeux du mouvement ouvrier, qui en fait le pivot de son intervention politique pendant de très nombreuses années. Le suffrage universel s'avère être ainsi une des plus grandes conquêtes ouvrières, péniblement arrachée à la bourgeoisie ; cela est chose faite pour les hommes dans quasiment tous les États occidentaux dès la fin de la Première Guerre mondiale. Le mouvement féministe obtiendra l'équivalent pour les femmes dans les décennies suivantes, avec l'appui des éléments les plus progressistes de la société.

La prise du pouvoir politique apparaît comme un puissant levier de transformation des conditions d'existence de la majorité, dans la sphère économique notamment. Cette perspective s'inscrit dans le cadre d'un projet sociopolitique stimulant et généreux, le socialisme, dont l'attrait est si fort qu'il contribue à la puissance de la classe ouvrière et de ses organisations. D'importantes réformes sociales, issues des revendications socialistes, sont souvent adoptées dans les États occidentaux avant même l'élection des partis issus de ce courant.

Les partis ouvriers deviennent si populaires en Europe que la classe qu'ils représentent semble aux portes du pouvoir. Au XX<sup>e</sup> siècle, une partie de l'intelligentsia voit en ce mouvement de classe l'acteur privilégié, l'élu qui présidera à l'entrée des sociétés dans une ère nouvelle. Le siècle dont nous sortons a été témoin en effet d'expériences nombreuses, variées, de prise du pouvoir par des partis ouvriers. Certains gouvernements en place, inquiets devant la montée en force du mouvement socialiste, réprimeront parfois très violemment ces tentatives (en Allemagne dans les années 1930 ou au Chili dans les années 1970).

Les 60 années suivant la Seconde Guerre mondiale auront été particulièrement propices à la venue de partis issus de la tradition ouvrière à la tête des appareils d'État, en particulier en Europe et en Amérique. Dans l'Occident capitaliste, ces partis ont toutefois souvent opté, une fois au pouvoir, pour une approche réformiste et modérée. La victoire électorale est devenue peu à peu (notamment sous l'influence des médias, des maisons de sondage et des spécialistes de l'image) une espèce de « science », dont les experts et les technocrates se sont hissés dans les états-majors de tous les grands partis, incluant ceux se réclamant du courant socialiste.

Partout où ils gouvernent, ces partis font le choix de composer avec le capitalisme qui se déploie, dans les années 1980, 1990 et 2000, à travers les politiques néolibérales. Ils pilotent des politiques régressives pour satisfaire, dans une large mesure, les intérêts supérieurs des marchés. Partout où ce type de gouvernement est au pouvoir, la résistance est vive et les politiques régressives sont combattues dans la rue, parfois âprement et avec un relatif succès.

Les mouvements sociaux et populaires, comme plusieurs auteur-e-s en sciences sociales, ont eu amplement l'occasion au cours des dernières années de dresser le bilan de la gestion de ces partis réformistes, issus de la social-démocratie. Bien qu'encore capables de rallier, dans quelques pays, des segments significatifs de l'électorat, ils se sont discrédités aux yeux de leur base historique.

Les dernières décennies d'offensive néolibérale ont permis en outre de mettre en lumière, de façon

éloquente, un processus de disjonction entre la gestion sociale-démocrate et les dynamiques revendicatives se déployant dans la rue. Travailleurs britanniques, sociaux-démocrates allemands, socialistes français ou espagnols, pour nous en tenir à ces exemples, ont eu à affronter à répétition, et parfois brutalement, la colère des secteurs frappés de plein fouet par leurs politiques favorables aux marchés.

Après un long processus de recomposition électoraliste de leurs assises, le caractère ouvrier et populaire de ces partis s'est tari et leur programme a épousé peu à peu le credo des sociétés libérales. Tant et si bien que la social-démocratie se retrouve aujourd'hui dans une impasse et que le mouvement qui l'a mise au monde est devenu orphelin, dépouillé de son projet historique.

### **Institutions versus mouvements**

Autant le socialisme a pu, pendant une centaine d'années, accompagner la montée et le rayonnement de la classe ouvrière, autant la liquidation gouvernementale de ce projet par les partis sociaux-démocrates affaiblit les mouvements sociaux aujourd'hui. On peut déplorer non seulement que le mouvement ouvrier ait été détourné dans sa tentative historique de prendre le pouvoir pour transformer la société, mais on doit également reconnaître que le syndicalisme est aujourd'hui en panne d'un projet politique.

Cette absence d'un horizon de transformation sociale porté par le mouvement syndical contribue à son affaiblissement. Dans un pareil contexte, les organisations ont tendance à opter pour des perspectives stratégiques plus modestes, perspectives qualifiées parfois d'attentistes et de défensives. L'idée même que les secteurs salariés et populaires puissent prendre le pouvoir un jour tend à disparaître du programme syndical, dans une période où par ailleurs le capitalisme apparaît indélogeable et où, progressivement, le libéralisme politique – conférant à l'individu l'entière responsabilité de l'intervention politique – tient lieu de cadre de référence en matière de déploiement sur le terrain partisan.

Dans la plupart des pays capitalistes riches et développés, les organisations syndicales ont cependant mieux survécu à l'offensive néolibérale que les partis sociaux-démocrates. À long terme, il ne faudrait surtout pas que l'institution syndicale connaisse un destin semblable à celui affligeant les partis sociaux-démocrates, à savoir une disjonction définitive avec les dynamiques revendicatives s'exprimant dans la rue. Les organisations syndicales se retrouvent à la croisée des chemins et plusieurs appellent à leur renouvellement.

Dans ce contexte de reflux, nous avons voulu, à travers ce dossier des NCS, explorer quelques défis et pistes qui s'offrent à ces organisations. Parmi ces défis, il faut signaler notamment l'écart grandissant entre le taux de syndicalisation du secteur public et celui du secteur privé, de même que le récent redécoupage de la carte syndicale dans le secteur de la santé et des services sociaux. On peut en dire autant de la distanciation importante qui se creuse entre les membres et les élu-e-s syndicaux et du cadre légal qui restreint progressivement l'action syndicale. Ce qui ressort des nombreux défis auxquels doit faire face le mouvement syndical, c'est son incapacité globale de plus en plus grande à obtenir des gains qui améliorent considérablement le quotidien des travailleuses et des travailleurs.

Nous avons fait ici le pari que le syndicalisme ne se réduisait pas aux organisations syndicales nationales, dont la culture institutionnelle est forte et l'ordre du jour minutieusement encadré, notamment par les lois et plusieurs dispositifs d'ordre réglementaire ou administratif. La perspective privilégiée dans ce numéro des NCS découle d'une compréhension davantage « mouvementiste » du syndicalisme, en droite filiation avec ce que nous avons décrit plus haut sur le rôle déterminant des

salarié-e-s dans le processus de constitution de la classe ouvrière.

Rappelons ici ce raisonnement : l'identité de classe ne relève pas mécaniquement d'une condition salariale précise ou d'un rapport spécifique aux moyens de production, mais elle est sculptée dans et par l'action politique collective qui forge une conscience collective de partager des conditions socioéconomiques semblables ou une même volonté de transformation sociale. La naissance de la classe ouvrière fut un très long processus, au cours duquel les acteurs et les actrices ont eu à débattre, à exercer subjectivement leur jugement et à effectuer un grand nombre de choix, qui n'allaient pas de soi.

Les transformations du marché du travail de la fin du XX<sup>e</sup> siècle et du début du XXI<sup>e</sup> ont pu certes gommer certains des traits historiques de l'identité de classe, rendant quelque peu exotique aujourd'hui la notion même de classe ouvrière. Et la diversification des statuts dans la sphère économique soulève de grands défis pour les dynamiques unificatrices ayant traditionnellement conféré sa force au mouvement ouvrier, davantage encore dans un contexte où la ramification des différents titres d'emploi est elle-même en vogue dans le syndicalisme contemporain.

Cette diversification implique que le rôle du travail d'organisation des secteurs salariés et populaires devient à la fois plus complexe et plus déterminant. En outre, le travail d'organisation syndicale est confronté à des options délicates, dont l'issue aura un rôle déterminant sur la suite des choses. Reconstituer un mouvement syndical massif et puissant suppose dès lors une aptitude à reconfigurer une identité de classe commune et ample, capable de réunir différents groupes vulnérables, mais tous soumis aux assauts du néolibéralisme.

Le mouvement syndical a ainsi pour tâche de voir bien au-delà de la défense des salariés-e-s qu'il représente traditionnellement, s'il espère recréer une identité rassembleuse, non pas de manière arbitraire ou hégémonique, mais en s'appuyant sur les collectivités agissantes et les luttes très contemporaines, situées souvent en périphérie du travail salarié régulier (qui se fait lui-même de plus en plus rare).

Puisque ces collectivités et ces luttes s'inscrivent dans la résistance à l'exploitation capitaliste et aux mesures austéritaires, elles devraient d'emblée être considérées comme prioritaires dans l'optique de la recomposition du mouvement de classe.

L'histoire ouvrière du XIX<sup>e</sup> siècle nous enseigne à quel point l'identité de classe est une réalité construite, patiemment forgée par les acteurs sociaux, puisant à même leur condition matérielle bien sûr, mais mobilisant aussi des référents culturels, des symboles, des sensibilités politiques, des représentations de divers ordres, ainsi qu'un sens tactique indéniable. Puisqu'il est à la croisée des chemins, n'est-il pas temps pour le mouvement syndical de renouer avec ce riche bagage propre aux résistances et initiatives contemporaines, dans toute leur diversité ?

## **Contenu du dossier**

Nous avons distribué le dossier en quatre sections qui permettent, d'une part, de dresser certains constats sur le syndicalisme et de présenter, d'autre part, des pistes de renouvellement pour l'avenir.

### **Défis du syndicalisme contemporain**

Les articles de cette section s'intéressent à certains des défis importants du mouvement syndical contemporain et permettent de placer des jalons de réflexion sur l'avenir du syndicalisme. Plongeant

dans l'histoire du deuxième front, René Charest analyse les différentes périodes historiques du syndicalisme québécois depuis la lutte du Front commun de 1972 jusqu'à nos jours, en décrivant les points de tension et en faisant ressortir la ligne politique dominante de chacune d'entre elles. Il propose de renouer avec une analyse de classe contemporaine si on entend constituer un nouveau deuxième front.

Dans leur article, Ian MacDonald et Mathieu Dupuis s'intéressent à la problématique du rôle des syndicats dans le domaine de la finance, sur les marchés des capitaux et sur la gouvernance des entreprises. La recherche des auteurs permet de mieux comprendre les limites de l'action syndicale dans ces domaines, cette action ne parvenant pas la plupart du temps à augmenter le pouvoir des travailleuses et des travailleurs dans les milieux de travail pourtant soutenus par les syndicats.

Le texte de Carole Yerochewski, qui porte sur la question des femmes et du syndicalisme, soulève pour sa part l'enjeu de la recomposition de l'identité ouvrière, en s'interrogeant sur l'objet même de l'intervention syndicale et la nécessité pour celle-ci de se déployer auprès des catégories parmi les plus précaires et exploitées de la société.

Étudiant l'impact de la nouvelle gestion publique sur le travail et la vie des intervenantes sociales, Géraldine Bureau propose un panorama des transformations actuelles du monde du travail. À partir des interventions du Regroupement, échanges, concertations des intervenantes et des formatrices en social (RÉCIFS), elle rappelle les méthodes développées par ces travailleuses et travailleurs pour faire face à la perte de sens au travail. L'auteure invite les organisations syndicales à créer des espaces pour le développement de pratiques autonomes visant à défendre l'autonomie et la qualité de vie au travail.

## **Le syndicalisme dans les Amériques**

Quatre articles évoquent l'évolution du syndicalisme dans les Amériques, des États-Unis à l'Amérique latine. Pierre Mouterde dresse le portrait des transformations des organisations syndicales dans plusieurs pays de l'Amérique du Sud. Cet article est particulièrement intéressant pour mieux comprendre les défis que rencontrent ces syndicats alors qu'ils perdent progressivement leur place centrale dans les luttes progressistes. Si les syndicalistes veulent reprendre la voie de l'offensive, ils doivent d'abord comprendre comment ils se sont retrouvés sur la défensive, ici comme ailleurs.

Aux États-Unis, des syndicats repartent à l'offensive dans un contexte particulièrement difficile. Alain Savard s'intéresse au renouveau des pratiques syndicales en rappelant des actions menées aux États-Unis, généralement assez peu connues au Québec. L'auteur nous expose les thèses de la syndicaliste Jane McAlevey, en nous présentant notamment la méthode de l'analyse des structures de pouvoir (ASP) qui vise à permettre aux syndiqué-e-s de prendre conscience de leur propre pouvoir. Cet article suggère de s'inspirer de luttes récentes et éclairantes pour dégager les voies d'un syndicalisme plus combatif et plus démocratique.

La traduction d'un article de Kim Moody permet de mieux comprendre l'expérience de la revue étatsunienne Labor Notes (ainsi que les activités qu'elle organise) en rappelant l'importance pour la gauche syndicale de travailler à développer une base militante et indépendante. Cette revue s'adressant aux militantes et aux militants syndicaux de gauche a donné depuis plusieurs années une vitrine aux idées socialistes dans les milieux syndicaux. Cet article évoque des exemples concrets d'activités pour réformer le syndicalisme, notamment par des sessions de formation organisées à partir de la notion d'équipes de travail.

La traduction d'un texte de Barry Eidlin publié dans la revue étatsunienne Jacobin permet de

prendre acte de certaines pistes d'action pour que le mouvement syndical se reconstruise sous l'administration de Donald Trump, dans une période où la faiblesse d'un projet politique porté par la gauche a ouvert la porte à la droite populiste. Cette contribution met en lumière les impasses dans lesquelles les organisations syndicales se retrouvent aux États-Unis et insiste sur l'importance pour elles de reconstituer une identité collective forte, tout en remettant de l'avant le recours à la grève et l'organisation des milieux de travail.

## **Mémoire de luttes**

Les articles de cette section réunissent des témoignages sur certaines luttes syndicales marquantes des dernières années. Les textes de Catalina Villegas et de Konrad Lamour nous replongent ainsi dans la grève du syndicat du Vieux-Port, une lutte qui s'inscrit au cœur de la revendication pour une augmentation du salaire minimum à 15 dollars de l'heure. Alors que le premier article dresse le parcours d'une nouvelle militante syndicale, le second revient sur les grands moments qui ont marqué cette lutte syndicale importante.

Louis Rivet-Préfontaine rappelle pour sa part une lutte pour la syndicalisation des travailleuses et des travailleurs dans le secteur privé québécois où le taux de syndicalisation a chuté dans les dernières décennies. Cet article s'intéresse aux stratégies développées dans la campagne de syndicalisation des dépanneurs Couche-Tard pour faire face aux attaques antisyndicales de l'employeur.

Serge Denis nous propose une entrevue avec le syndicaliste Michel Quijada, ex-président du Conseil central des syndicats nationaux de l'Outaouais (CCSNO-CSN). En retraçant son parcours syndical, ce texte nous replonge dans l'histoire du syndicalisme québécois tout en exposant les défis des organisations syndicales pour les années à venir. Parmi les pistes d'action, Quijada nous invite à reprendre conscience de la force potentielle du mouvement syndical.

## **Avenues à explorer**

Le syndicalisme fait face à plusieurs défis majeurs ; il doit notamment parvenir à se renouveler et à réinventer son fonctionnement pour pouvoir reprendre un jour l'initiative, tant au plan socioéconomique que politique. Ghislaine Raymond, rappelant que la démocratie est un outil indispensable de la lutte syndicale, souligne que les structures syndicales possèdent des potentialités démocratiques à réinvestir, mais qu'elles peuvent aussi constituer des freins à la reprise en main de leurs conditions de travail par les travailleuses et les travailleurs, dans un contexte rendu difficile par le néolibéralisme ambiant.

Replongeant dans l'histoire récente des relations nombreuses et parfois tumultueuses entre les mouvements sociaux et le mouvement syndical québécois, Claudelle Cyr met l'accent sur certaines luttes porteuses pour renouveler l'action syndicale et œuvrer à la recomposition des solidarités. Elle appelle à multiplier les espaces de rencontre entre les différents mouvements pour constituer une force en mesure de faire avancer les idées progressistes.

Si les luttes menées par certains syndicats nous autorisent à imaginer de nouvelles pratiques permettant de bâtir un syndicalisme plus combatif, Philippe Boudreau et Rachel Sarrasin tentent de comprendre l'émergence de groupes et de réseaux parasyndicaux au Québec et d'éclairer le potentiel de transformation du syndicalisme qu'ils contiennent. Pour ces auteur-e-s, l'action des groupes parasyndicaux revitalise l'action collective. La relation dialectique que ces groupes entretiennent avec les organisations syndicales officielles permet d'étudier des exemples concrets de renouveau syndical. Les pratiques démocratiques et combatives adoptées par ces groupes offrent des pistes d'intérêt pour construire un syndicalisme de transformation sociale.

Yves-Marie Abraham s'intéresse à la crise écologique et à la réponse syndicale face à celle-ci. S'il note que les organisations syndicales se penchent de plus en plus sur cette crise, il s'inquiète néanmoins de voir que l'intérêt syndical ne semble porter que sur la question des changements climatiques et très peu sur la crise écologique globale que nous traversons. Pour l'auteur, l'attachement du syndicalisme à un keynésianisme à saveur écologique a pour conséquence de secondariser la remise en question du système capitaliste. Selon Abraham, « continuer à défendre la nécessité de la croissance, en espérant sauver à la fois l'emploi et la planète, constitue un piège funeste pour le mouvement syndical ».

Finalement, Philippe de Grosbois invite le mouvement syndical à se préoccuper des enjeux politiques autour du numérique, mais surtout à investir les espaces les plus « démocratiques » du réseau Internet. Cet article considère l'appropriation démocratique des communications numériques comme un enjeu stratégique de la lutte plus large pour une reprise de contrôle par les membres de leurs propres structures syndicales.

### **En conclusion**

Comment ramener à l'avant-plan du travail syndical cet horizon indispensable qu'est la constitution d'un mouvement de classe ? Sans prétendre avoir de réponses précises, notre dossier ouvre la voie à l'exploration de cette question. L'analyse des défis contemporains, l'étude comparative du syndicalisme des Amériques, le rappel de luttes inspirantes sont autant de passages obligés pour qui veut réfléchir aux avenues pour sortir le syndicalisme de son marasme et reprendre la voie de l'offensive.

**Fanny Theurillat Cloutier**  
**Hubert Forcier**  
**Philippe Boudreau**  
**René Charest**

---

*[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.*

---

**P.-S.**

Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Syndicalisme-institution-ou-mouvement>

---

### **Notes**

[1] Premiers socialistes européens du début du xix<sup>e</sup> siècle, qui ont précédé Marx et Engels. Ils sont souvent qualifiés de socialistes utopiques, parce qu'ils ont développé des modèles très complets d'organisation sociale idéale, que plusieurs groupes à leur époque ont tenté de faire advenir.